

SUÈDE

# Un parti féministe ?

AGENCE FRANCE-PRESSE

STOCKHOLM – Les féministes suédoises sont en colère et devraient annoncer aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, la création d'un mouvement, voire d'un parti, en vue des prochaines législatives de 2006, selon les médias.

Dans un pays perçu comme en avance sur l'égalité des sexes, où les hommes poussent sans honte le lundau et participent aux tâches ménagères, et où la législation sur l'avortement est une des plus libérales au monde, l'idée d'une expression politique spécifiquement féministe est pourtant en gestation depuis de nombreux mois.

Si le taux d'emploi des femmes suédoises est très élevé et la parité désormais bien établie dans la vie politique, d'importants problèmes demeurent, affirment les féministes, comme l'inégalité salariale ou la violence contre les femmes.

La figure centrale de cette offensive féministe est une députée de 57 ans, Gudrun Schyman, ancienne dirigeante du parti de la Gauche (ex-communistes), qui a quitté cette formation fin 2004, jugeant que la cause des femmes serait mieux défendue de façon autonome.

Selon un sondage publié dimanche par le quotidien populaire *Aftonbladet*,

23 % de l'électorat (27 % des électrices) est disposé à voter pour un parti féministe mais seulement 16 % (21 %) s'il devait être dirigé par elle.

Parmi les propositions-chocs de M<sup>me</sup> Schyman figure une taxe sur les hommes pour couvrir le coût social de la violence faite aux femmes, qu'elle soit conjugale ou extérieure. Toute aussi spectaculaire a été sa proposition de loi en octobre pour la prise en charge par l'État des frais d'achat de protections intimes. Elle a calculé qu'une femme devait, dans ce domaine, dépenser en moyenne jusqu'à 9000 euros (près de 15 000 \$), de la puberté à la ménopause.

Un éventuel parti féministe prendrait des voix à gauche et à droite aux législatives mais le parti social-démocrate du premier ministre Göran Persson aurait le plus à perdre de cette concurrence, selon les analystes.

Selon une enquête du patronat suédois, à travail égal, les salaires féminins du secteur privé représentaient 82 % des salaires masculins en 1998, mieux que la moyenne européenne mais moins qu'en 1980 (85,6 %).

Seulement 5 % des plus hauts revenus en 1995 étaient détenus par des femmes (contre 15 % en France), plaçant la Suède au 9<sup>e</sup> rang. De 2002 à 2003, la proportion de femmes dans les conseils d'administration d'entreprises a toutefois doublé à 11,3 %.